

**Discours de S.E.M. Jean Asselborn, Vice-Premier ministre et Ministre des  
Affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg**

**Conférence internationale sur l'Afghanistan Londres, le 28 janvier 2010**

Messieurs les co-Présidents,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs,

Le Luxembourg s'est engagé dès le début à œuvrer de manière concrète en faveur d'un environnement sûr, stable, démocratique et prospère pour les Afghans, et il entend rester engagé aux côtés des Afghans dans les années à venir. Fidèle à son approche des « 3D » visant à combiner la diplomatie, la défense et le développement, le Luxembourg a contribué, en plus de sa participation à la FIAS, un total de quelque 40 millions d'euros entre 2000 et 2010.

En 2009, cet engagement s'est élevé à près de 8 millions d'euros, ce qui représente une contribution per capita de 16 euros.

Il est utile de rappeler que la communauté internationale est là pour aider le peuple afghan à reprendre en main sa destinée et non pas pour occuper le pays. Plusieurs points sont importants à souligner dans ce contexte.

Premièrement, je me félicite très vivement du fait qu'aujourd'hui nous avons pu nous mettre d'accord sur les modalités qui assureront un transfert soutenu des responsabilités en faveur des autorités afghanes et ceci aussi bien dans le domaine de la sécurité que dans les domaines politique et économique. C'est le souhait de mon pays de faire partie de cet effort. J'ai par conséquent le plaisir de vous annoncer que le Luxembourg a décidé une nouvelle contribution à hauteur de 4 millions d'euros en faveur de l'Afghan National Army (ANA) Trust Fund pour l'année 2010. Dans le domaine de l'aide au développement le Luxembourg contribuera cette année plus de 2,5 millions d'euros, dont plus de 20% au domaine prioritaire que constitue l'agriculture, plus de 30% au Fond de reconstruction afghan (Afghanistan Reconstruction Trust Fund (ARTF)) et le reste au domaine de l'assistance humanitaire. Je peux vous assurer que le Luxembourg maintiendra par ailleurs ce niveau d'engagement dans le moyen terme, sur la période 2010-2014.

Messieurs les co-Présidents,

Un deuxième point que j'aimerais souligner concerne l'importance de la reconstruction civile de l'Afghanistan. Je fais par conséquent partie de ceux qui plaident pour que plus d'accent soit mis sur l'éducation, la gouvernance locale et

la mise en place d'une administration civile qui soit à la fois professionnelle et libre de corruption. L'initiative doit être prise par les autorités afghanes elles-mêmes, la communauté internationale se tenant évidemment prête à les aider. Il va sans dire qu'afin d'assurer un soutien continu des efforts en faveur de l'Afghanistan, chaque partie a des engagements à honorer.

J'aimerais aussi dire un mot sur la question de la réconciliation, et donc du dépôt des armes, ainsi que de la réintégration des talibans. A mon avis, nous pourrons en effet seulement crier victoire une fois que les talibans auront accepté la tenue d'élections libres et se seront déclarés prêts à assumer des responsabilités au sein d'un Etat de droit. Le Luxembourg soutient donc l'initiative afghane de travailler sur un programme de paix et de reconstruction de même que l'idée de mettre en place un fond par lequel la communauté internationale pourrait appuyer cette initiative.

Enfin, un dernier point qui me tient à cœur et par lequel je souhaite terminer ma brève intervention concerne l'urgence d'entreprendre les réformes électorales nécessaire afin d'éviter de répéter l'expérience de l'année passée. Je me félicite par conséquent de la décision de la Commission Electorale Indépendante de reporter les élections législatives jusqu'en septembre 2010 et j'espère que d'ici là tout le monde redoublera d'efforts dans ce domaine.

Je vous remercie de votre attention.